

Focus

Elections municipales en Espagne

Le rendez-vous raté des Marocains ?

● **Malgré l'amendement apporté à la Constitution marocaine permettant la réciprocité du vote des résidents étrangers, les Marocains d'Espagne ne pourront pas se rendre aux urnes ce dimanche 24 mai.**

Ce dimanche 24 mai, Sandra se rendra aux urnes pour la première fois afin de voter aux élections municipales espagnoles pour élire le maire de sa municipalité de Lleida en Catalogne. Cette originaire du Paraguay est désormais une électrice à part entière grâce à la convention de réciprocité signée entre son pays d'origine et son pays d'accueil l'Espagne. Dimanche, elle aurait pu être accompagnée au centre de vote par sa voisine de palier Hayat. Seulement, cette jeune marocaine originaire de Tanger n'est pas conviée à ce que les Espagnols surnomment tendrement «la Fiesta de la démocratie». Et pour cause, le Maroc ne figure pas sur la short list des 14 pays signataires de la convention de réciprocité des votes, alors qu'il a pu être le 15^e État à ratifier ce traité. Certes, le Maroc a modifié en 2011 sa Constitution, autorisant de la sorte la réciprocité de vote des étrangers résidents sur son territoire, mais la mesure n'a pas été menée à son terme. Le Maroc et l'Espagne devaient ratifier une convention octroyant le droit de vote de leurs citoyens respectifs aux élections municipales de leur pays d'accueil. Seulement, le sujet n'a jamais été inscrit à l'ordre du jour dans l'agenda politique des deux pays. Les ÉCO s'est adressé au ministère des Affaires étrangères espagnol à travers le bureau d'information diplomatique pour connaître les raisons de ce retard, mais le service en question était dans l'incapacité de nous fournir une réponse. À son tour, l'ambassade du Maroc en Espagne n'était pas en mesure de livrer des explications. Toutefois, une source diplomatique marocaine a préféré jeter la pierre aux Espagnols en soulignant que l'Exécutif de Mariano Rajoy n'avait jamais mis sur le tapis cette question lors des réunions mixtes de travail. Une chose est sûre, la mesure n'est pas du goût des citoyens espagnols ou du



moins l'aile conservatrice. Considérée comme la communauté la plus numérique en Espagne, les Marocains peuvent être une vraie force électrice et leur vote est susceptible de faire pencher la balance. D'ailleurs, dès l'annonce de l'adoption du principe de la réciprocité par le Maroc en 2011, des voix, aux résonances racistes, se sont opposées à cette prochaine participation marocaine aux élections municipales de nos voisins. À cette époque, la secrétaire d'État à l'immigration d'alors, Anna Terron, s'était élevée contre ces voix qui protestent contre l'octroi du vote aux Marocains dans le cadre de la réciprocité, comme le stipule la Constitution espagnole. La responsable avait qualifié le fait d'empêcher ou de restreindre l'accès des Marocains aux urnes espagnoles, dans le cadre des élections municipales, de discrimination pour des

raisons liées à l'origine, un fait interdit par la Constitution du voisin. D'où la conviction du PSOE, le partenaire de cette initiative en 2009, que c'est le PP qui retarde l'entrée en vigueur de ladite mesure. L'idée de permettre qu'un réservoir d'un million d'électeurs puisse octroyer son vote au centre-gauche donnait des sueurs froides au parti conservateur. «Le fait que le PP n'avance pas dans ce dossier est d'abord une injustice tout en étant une honte», s'indigne Farid Ramos Bentría, coordinateur du groupe araboamazigh du PSOE. Pour ce militant socialiste, marginaliser ce composant de la société espagnole ne peut attirer que des ennuis. Bentría va loin et considère ce retard comme étant «dans le meilleur des cas une question d'inefficacité, sinon une aversion historique envers cet autre qui, durant des siècles, était érigé comme l'ennemi et

l'envahisseur à combattre». De son côté, le professeur à l'Université d'Almeria, Hassan Belarbi confirme que cette marginalisation des Marocains ne rend pas service à leur intégration. «Nous sommes considérés comme des citoyens de 3^e catégorie en Espagne car le collectif ne représente aucun enjeu pour les hommes politiques. Nous avons beau soulever cette question avec les responsables marocains, le sujet ne figure pas dans leurs priorités alors qu'il revêt une importance vitale pour les migrants marocains en terre espagnole», regrette ce professeur. De l'autre côté de la rive, Bentría relève l'absence de la part de l'administration espagnole de facilités pour que le résident marocain prenne part à la vie politique. «L'État doit œuvrer pour que ce collectif fasse partie de l'ensemble de la population et pour qu'il s'implique davantage dans la vie politique de son pays d'accueil», propose ce militant socialiste. Pour Belarbi, il est temps que les Marocains d'Espagne prennent leur destin en main. «Il faut réinventer le modèle associatif marocain en Espagne. Il est primordial de faire évoluer le débat vers de nouvelles perspectives. Si dans le passé les préoccupations du collectif marocain étaient liées à l'emploi ou de nature administrative, à présent il faut s'attaquer aux défis de la deuxième génération, à savoir l'éducation, la citoyenneté et la participation à la prise des décisions politiques. C'est de la sorte que le Marocain sera pris en considération dans les enjeux politiques espagnols», lance Belarbi en guise d'appel.

●●●
La passivité du gouvernement marocain et la réticence de l'Exécutif espagnol ont fait rater aux MRE d'Espagne l'occasion de s'imposer dans le panorama politique.

PAR AMAL BABA ALI
 a.babaali@leseco.ma

Harangue raciale du PP

Les promesses opportunistes et racistes des candidats à l'égard de la communauté musulmane ont fleuri durant cette campagne électorale. En Catalogne, les candidats de la droite rivalisent pour attirer le vote des électeurs extrémistes et pour cela n'hésitent pas à «créer un ennemi extérieur». Des brochures électorales distribuées par le PP à Tarragona promettent d'asphyxier financièrement les commerces des migrants en faveur des «autochtones». C'est de la sorte qu'une brochure du PP prévoit dans son programme un meilleur «contrôle sur les horaires d'ouverture des «locotorio», une sorte de téléboutiques à l'espagnol gérées majoritairement par des immigrants, en l'occurrence les Marocains et pour attiser les tensions, le parti au pouvoir s'est engagé à revoir les aides sociales destinées à ce collectif et à durcir les conditions d'accès à ces fonds.